CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 59.077/4
du 5 avril 2016

sur

un projet d'arrêté royal 'fixant les critères de la répartition harmonieuse entre les communes des places d'accueil pour les demandeurs d'asile'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 59.077/4
van 5 april 2016

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de criteria voor een evenwichtige spreiding over de gemeenten van de opvangplaatsen voor de asielzoekers'

‡LW-BJEQKCGCJ-FJAHHQW‡

Le 7 mars 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, adjoint au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les critères de la répartition harmonieuse entre les communes des places d'accueil pour les demandeurs d'asile'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 5 avril 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Patrick RONVAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 avril 2016.

*

Op 7 maart 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, toegevoegd aan de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de criteria voor een evenwichtige spreiding over de gemeenten van de opvangplaatsen voor de asielzoekers'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 5 april 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Christian BEHRENDT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Patrick RONVAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 april 2016.

*

‡LW-BJEQKCGCJ-FJAHHQW‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. À plusieurs reprises, l'arrêté en projet recourt à la notion de « décision du Conseil des Ministres ». À cet égard, il y a lieu de formuler les observations suivantes.

Sur le plan des principes, il convient de rappeler que les pouvoirs dans l'État doivent être exercés de la manière prévue par la Constitution, ce qui implique que le titulaire du pouvoir exécutif est le Roi : c'est donc aux décisions prises par ce dernier – ou par le ministre qu'il délèguera éventuellement à cet effet – qu'il convient de se référer.

Dans cette mesure et compte tenu de la logique de mise en œuvre des habilitations octroyées par l'article 57*ter*/1 de la loi organique du 8 juillet 1976 'des centres publics d'action sociale' que poursuit l'arrêté en projet, il convient que les mots « arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres » remplacent ceux de « décision du Conseil des Ministres » dans :

– les articles 2 à 4 du projet qui règlent la fixation des critères de répartition (article 57*ter*/1, deuxième phrase) ;

– les articles 5 à 8 du projet qui ont trait à la détermination du plan de répartition proprement dit et à sa date de mise en œuvre (article 57*ter*/1, troisième phrase).

2. La formule de calcul prévue à l'article 3 du projet est complexe, ce qui ne la rend pas aisément compréhensible à sa simple lecture. Par ailleurs, elle repose sur l'application de différents paramètres dont il ne tombe pas naturellement sous le sens, d'une part, qu'ils ont nécessairement un rôle à jouer, par préférence à d'autres, dans la détermination du nombre de places en initiative locale d'accueil à créer sur le territoire de chaque commune et, d'autre part, qu'ils doivent être pondérés les uns par rapport aux autres de la manière qui est envisagée.

Aucune des pièces jointes au dossier transmis à la section de législation n'explique concrètement les raisons pour lesquelles cette formule précise a été retenue.

Compte tenu du caractère potentiellement contentieux de l'application de cette formule, l'auteur du projet devra être en mesure de pouvoir justifier, sur la base du dossier constitué lors de son élaboration, les choix qu'elle concrétise afin de démontrer sa pertinence en vue de concourir aux fins poursuivies par le projet, et ce dans le respect du principe d'égalité de traitement entre les différents CPAS.

‡LW-BJEQKCGCJ-FJAHHQW‡

De ce point de vue, il semble qu'il serait indiqué de compléter le projet de rapport au Roi d'explications assurant la bonne compréhension de la formule technique et complexe qui figure à l'article 3 du projet [1].

3.1 Ce rapport permettra également d'éclairer les destinataires de la règle sur plusieurs aspects de l'arrêté en projet qui à présent ne sont pas traités dans le projet de rapport au Roi.

3.2. Se pose en effet la question de savoir comment concrètement vont s'articuler les articles 3, 7 et 8 du projet quant à la combinaison à opérer dans l'application de la formule entre les places en initiative locale d'accueil créées dans le cadre de l'arrêté en projet, les places en initiatives locales créées avant que l'arrêté n'entre en vigueur et les places qui ne sont pas des places d'initiatives locales d'accueil, particulièrement sous l'angle des effets pour les autres communes de l'actualisation des places à créer par une commune déterminée. Des exemples illustrant quelques hypothèses types pourraient être utilement fournis.

3.3. Étant entendu que l'objectif premier de l'arrêté en projet est de prévoir les critères sur la base desquels le plan de répartition sera établi, il conviendrait que soit clairement exposé comment va évoluer le plan de répartition dans son ensemble en cas de nouveau calcul des places opéré sur la base de l'article 8 du projet. L'arrêté en projet ne prévoit en effet aucune procédure de suivi au niveau du plan de répartition lui-même mais des réajustements qui seront réalisés par l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (ci-après « l'Agence »). Dès lors que c'est le Roi qui a été habilité à fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur du plan de répartition et partant logiquement à établir et décider de ce plan, il serait judicieux que soit exposé comment la compétence ainsi dévolue au Roi et celle octroyée par l'arrêté en projet à l'Agence vont s'articuler. La question de savoir si le plan de répartition sera éventuellement revu de manière périodique devrait aussi être abordée à cette occasion. En l'absence d'une telle procédure, il serait bon que l'auteur du projet explique comment, au fil du temps, l'idée-même de répartition harmonieuse restera le fil conducteur de l'arrêté dès lors que des places d'accueil auront été supprimées ou de nouvelles places d'accueil auront été créées, en initiative locale d'accueil ou non.

3.4. De même sera levée l'ambiguïté que semble receler l'article 5 du projet dont la section de législation n'aperçoit pas *a priori* comment il peut s'inscrire dans le cadre de la détermination du plan de répartition résultant de l'application des critères fixés par l'arrêté en projet et se combiner, par ailleurs, avec l'hypothèse énoncée à l'article 11, § 4, de la loi du 12 janvier 2007 'sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers'. Cet article 11, § 4, a trait à l'hypothèse de « circonstances exceptionnelles liées à la disponibilité des places d'accueil dans les structures d'accueil » dans lesquelles c'est à l'Agence que revient l'initiative de la répartition [2]. Dans ce cas, l'article 11, § 4, alinéa 2, de la loi du 12 janvier 2007 précise que « tant la modification que la désignation d'un lieu obligatoire d'inscriptions en application du présent paragraphe ont lieu sur la base d'une répartition harmonieuse entre les communes, en vertu des critères fixés selon les modalités visées au

[1] Sur les obligations de publication qui en découleraient, voir les *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 3.14.

[2] Ce mécanisme est dérogatoire au dispositif que l'arrêté en projet met en place.

‡LW-BJEQKCGCJ-FJAHHQW‡

paragraphe 3, deuxième alinéa, 2°, de cet article ». Les critères et modalités ainsi visés dont tient compte l'Agence se réfèrent à « une répartition harmonieuse entre les communes en vertu de critères fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres ». L'arrêté en projet se donne, aux termes du projet de rapport au Roi, pour objet d'exécuter aussi cette disposition mais aucune explication n'est donnée quant à savoir comment vont s'organiser les procédures d'établissement du plan de répartition établi sur la base de l'article 57*ter*/1 de la loi organique du 8 juillet 1976 et celle du plan de répartition de référence à respecter lors de la survenance de circonstances exceptionnelles. Ces deux procédures sont-elles complémentaires, se chevauchent-elles ou l'auteur du projet a-t-il l'intention de les rassembler en une seule et même procédure ?

4. C'est sous la réserve de ces importantes questions que sont formulées les observations particulières suivantes.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1er, il convient de mentionner toutes les modifications encore en vigueur que l'article 57*ter*/1 de la loi organique du 8 juillet 1976 a subies [3].

L'alinéa 1er sera dès lors rédigé comme suit :

« Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, l'article 57*ter*/1, inséré par la loi du 2 janvier 2001, abrogé par la loi du 12 janvier 2007 et rétabli par la loi du 8 mai 2013 » [4].

2. Sous réserve de l'observation générale n° 3.4, à l'alinéa 2, seul l'article 11, § 3, alinéa 2, 2° de la loi du 12 janvier 2007 offre un fondement légal à l'article 5 du projet.

DISPOSITIF

Article 1er

Au 2° (et non « 2. »), il y a lieu de remplacer les mots « l'étranger tel que défini à l'article 2 de la loi précitée » par les mots « la personne visée à l'article 2, 1°, de la loi ».

Article 5

Si l'intention de l'auteur du projet est de mettre en œuvre l'article 11, § 4, de la loi du 12 janvier 2007 lu conjointement avec l'article 11, § 3, alinéa 2, 2°, de la même loi, il y a lieu d'insérer dans le projet une disposition distincte appelée à s'appliquer lorsque « des circonstances

[3] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27, c.).

[4] *Ibid*., formule F 3-2-2.

‡LW-BJEQKCGCJ-FJAHHQW‡

exceptionnelles liées à la disponibilité des places d'accueil dans les structures d'accueil » se présentent.

Pour le surplus, il est renvoyé à l'observation générale n° 3.4.

En effet, il y a lieu de prévoir deux mécanismes, l'un qui exécute l'article 57*ter*/1 de la loi organique du 8 juillet 1976 et l'autre qui met en œuvre l'article 11, § 4, de la loi du 12 janvier 2007.

Article 6

Cet article, qui se borne à énoncer ce qui se déduit déjà directement de la loi du 12 janvier 2007, doit être omis.

L'alinéa 1er en projet donne d'ailleurs l'impression qu'il déroge à l'article 11, § 3, alinéa 4, de la loi du 12 janvier 2007, ce qui ne serait en tout état de cause pas admissible.

Article 9

À l'alinéa 2, le délai laissé au CPAS pour faire valoir son argumentation paraît court.

Si l'auteur du projet entend donner une réelle consistance au caractère contradictoire de la procédure, ce délai devrait être allongé.

Article 11

1. À l'alinéa 1er, il est inutile de rappeler que la décision est « motivée ». Cette exigence résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

2. L'alinéa 2 contient deux règles.

Selon la première, le CPAS peut introduire à l'encontre de la décision de l'Agence lui infligeant une sanction financière un recours en annulation auprès du Conseil d'État dans un délai de soixante jours à compter de la notification de la décision, à peine de déchéance.

Cette disposition pose problème : en effet, s'il s'avère que la décision concernée fait bien partie de celles qui sont visées à l'article 14, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la règle énoncée se borne à reproduire les principes qui se déduisent déjà de ces lois et de ses arrêtés d'exécution et elle est inutile ; si, par contre, la décision concernée n'est pas visée par l'article 14 des lois coordonnées, il n'est pas au pouvoir du Roi d'étendre les compétences du Conseil d'État puisque l'article 160 de la Constitution réserve cette matière au législateur. Dans les deux cas, la règle doit donc être omise.

‡LW-BJEQKCGCJ-FJAHHQW‡

La seconde règle énoncée à l'alinéa 2 consiste à prévoir que le recours au Conseil d'État suspend l'exécution de la décision attaquée.

Cette règle doit aussi être omise [5] car il n'est pas au pouvoir du Roi de déroger au principe général du droit selon lequel toute décision administrative est directement exécutoire nonobstant tout recours.

L'observation vaut également à l'alinéa 3 pour les mots « et en l'absence de recours visé à l'alinéa précédent, ou de rejet de ce recours, », qui doivent donc aussi être omis.

OBSERVATION FINALE

Dans l'ensemble du projet, il convient d'omettre les mots « du présent arrêté » [6].

*

[5] Au surplus, le caractère suspensif du recours n'est pas exigé par l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme (Voir notamment l'avis 53.763/2/V donné le 9 septembre 2013 sur un projet devenu le décret du 28 novembre 2013 'relatif à la performance énergétique des bâtiments' (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2013-2014, n° 887/1, p. 47 et les références citées).

[6] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 72, a).

‡LW-BJEQKCGCJ-FJAHHQW‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In het ontworpen besluit wordt herhaaldelijk gewerkt met het begrip "beslissing van de ministerraad". Dat geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Uit principieel oogpunt dient te worden opgemerkt dat de bevoegdheden in de Staat moeten worden uitgeoefend op de wijze die bij de Grondwet is bepaald, wat betekent dat de uitvoerende macht bij de Koning berust: er moet dus worden verwezen naar de beslissingen genomen door de Koning of door de minister die Hij daartoe eventueel zou machtigen.

In die context en gelet op de logica van de tenuitvoerlegging van de machtigingen die zijn verleend bij artikel 57*ter*/1 van de organieke wet van 8 juli 1976 'betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn' die door het ontworpen besluit wordt gevolgd, moeten de woorden "de/een beslissing van de ministerraad" in de volgende bepalingen worden vervangen door de woorden "het/een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad":

- de artikelen 2 tot 4 van het ontwerp, die regelen hoe de spreidingscriteria worden vastgelegd (artikel 57*ter*/1, tweede zin);

- de artikelen 5 tot 8 van het ontwerp, die betrekking hebben op de vaststelling van het eigenlijke spreidingsplan en op de datum waarop het in werking treedt (artikel 57*ter*/1, derde zin).

2. De berekeningsformule, bepaald in artikel 3, van het ontwerp is ingewikkeld waardoor ze bij een eerste lezing moeilijk te begrijpen valt. Daarbij komt dat ze steunt op de toepassing van verschillende parameters waarbij het niet vanzelf spreekt, enerzijds, dat die parameters, veeleer dan andere, een rol te spelen zouden hebben bij het bepalen van het aantal plaatsen in lokaal opvanginitiatief die op het grondgebied van elke gemeente moeten worden gecreëerd, en, anderzijds, dat die parameters tegen elkaar zouden moeten worden afgewogen op de voorgeschreven wijze.

Geen enkel stuk dat gevoegd is bij het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is overgezonden, verklaart concreet waarom juist voor die formule is gekozen.

Gelet op het feit dat de toepassing van die formule aanleiding zou kunnen geven tot geschillen, moet de steller van het ontwerp in staat zijn om op basis van het dossier dat bij de uitwerking ervan is samengesteld, een verantwoording te geven van de keuzes waaraan daarbij

‡LW-BJEQKCGCJ-FJAHHQW‡

concreet gestalte wordt gegeven, zodat hij kan aantonen dat die formule van pas komt voor het bereiken van de doelstellingen die met het ontwerp worden nagestreefd, zulks met naleving van het beginsel van de gelijke behandeling van de verschillende OCMW's.

Uit dat oogpunt lijkt het raadzaam dat het ontwerp van verslag aan de Koning wordt aangevuld met toelichtingen die zorgen voor een goed begrip van de technische en ingewikkelde formule die vervat is in artikel 3 van het ontwerp.[1]

3.1. Dat verslag biedt bovendien de mogelijkheid om de adressaten van de regel duidelijkheid te verschaffen over verscheidene aspecten van het ontworpen besluit die momenteel niet in het ontwerp van het verslag aan de Koning behandeld worden.

3.2. De vraag rijst immers hoe de artikelen 3, 7 en 8 van het ontwerp zich onderling zullen verhouden wanneer voor de toepassing van de formule tegelijk rekening moet worden gehouden met de plaatsen die in lokaal opvanginitiatief gecreëerd worden in het kader van het ontworpen besluit, de plaatsen die in lokaal opvanginitiatief gecreëerd zijn voordat het besluit in werking treedt en de plaatsen die niet onder een lokaal opvanginitiatief vallen, in het bijzonder uit het oogpunt van de gevolgen die de actualisering van de plaatsen die een bepaalde gemeente moet creëren, voor de andere gemeenten heeft. Het zou nuttig zijn van enkele standaardgevallen voorbeelden te geven.

3.3. Aangezien het ontworpen besluit er hoofdzakelijk toe strekt de criteria vast te stellen op basis waarvan het spreidingsplan wordt opgesteld, moet duidelijk worden toegelicht hoe heel dat plan gaat evolueren wanneer op basis van artikel 8 van het ontwerp een nieuwe berekening van het aantal plaatsen wordt gemaakt. Het ontworpen besluit voorziet immers in geen enkele follow-upprocedure wat het spreidingsplan zelf betreft, maar wel in aanpassingen door het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers (hierna "het Agentschap"). Daar de Koning gemachtigd is om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de datum van inwerkingtreding van het spreidingsplan vast te stellen en dus logischerwijs ook om dat plan op te stellen en daaromtrent een beslissing te nemen, verdient het aanbeveling dat uiteengezet wordt hoe deze bevoegdheid die aan de Koning is verleend zich verhoudt tot de bevoegdheid die bij het ontworpen besluit aan het Agentschap wordt verleend. Ook de vraag of het spreidingsplan eventueel op gezette tijden zal worden herzien moet daarbij aan bod komen. Bij ontstentenis van een dergelijke procedure zou de steller van het ontwerp moeten toelichten hoe de idee zelf van een evenwichtige spreiding na verloop van tijd de leidraad van het besluit zal blijven wanneer, al dan niet in lokale opvanginitiatieven, opvangplaatsen zullen zijn afgeschaft of nieuwe opvangplaatsen zullen zijn gecreëerd.

3.4. Evenzo moet de dubbelzinnigheid worden opgeheven die artikel 5 van het ontwerp lijkt te bevatten. De afdeling Wetgeving begrijpt *a priori* niet hoe dat artikel in te passen valt in het proces waarbij het spreidingsplan wordt vastgesteld op basis van de criteria die het ontworpen besluit vaststelt en daarenboven te rijmen valt met het geval vervat in artikel 11, § 4, van de wet van 12 januari 2007 'betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën

[1] Zie, in verband met de verplichtingen inzake bekendmaking die daaruit zouden voortvloeien, de *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 3.14.

‡LW-BJEQKCGCJ-FJAHHQW‡

van vreemdelingen'. Dat artikel 11, § 4, heeft betrekking op het geval van "uitzonderlijke omstandigheden, verbonden aan de beschikbare opvangplaatsen in de opvangstructuren" waarin het initiatief inzake spreiding te beurt valt aan het Agentschap.[2] Artikel 11, § 4, tweede lid, van de wet van 12 januari 2007 preciseert dat in dat geval "[z]owel de wijziging als de toewijzing van een verplichte plaats van inschrijving in toepassing van onderhavige paragraaf gebeurt op basis van een evenwichtige verdeling tussen de gemeenten op grond van criteria bepaald overeenkomstig de modaliteiten voorzien in paragraaf 3, tweede lid, 2°, van dit artikel". Met de aldus bedoelde criteria en modaliteiten die het Agentschap in aanmerking neemt, wordt verwezen naar "een gelijkmatige verdeling tussen de gemeenten op grond van criteria vastgelegd in een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad". Naar luid van het ontwerp van verslag aan de Koning strekt het ontworpen besluit er ook toe die bepaling ten uitvoer te leggen, maar er wordt geen enkele toelichting gegeven over de vraag hoe de procedure tot vaststelling van het spreidingsplan, opgemaakt op basis van artikel 57*ter*/1 van de organieke wet van 8 juli 1976, en de procedure tot vaststelling van het referentiespreidingsplan dat in uitzonderlijke omstandigheden in acht moet worden genomen zich tot elkaar zullen verhouden. Zijn die twee procedures complementair, overlappen ze elkaar of wil de steller van het ontwerp ze tot een en dezelfde procedure samenvoegen?

4. Onder voorbehoud van deze belangrijke vragen worden de volgende bijzondere opmerkingen gegeven.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het eerste lid moeten alle nog geldende wijzigingen worden vermeld die vroeger aangebracht zijn in artikel 57*ter*/1 van de organieke wet van 8 juli 1976.[3]

Het eerste lid moet dan ook luiden als volgt:

> "Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, artikel 57*ter*/1, ingevoegd bij de wet van 2 januari 2001, opgeheven bij de wet van 12 januari 2007 en hersteld bij de wet van 8 mei 2013."[4]

2. Wat het tweede lid betreft, levert, onder voorbehoud van algemene opmerking 3.4, alleen artikel 11, § 3, tweede lid, 2°, van de wet van 12 januari 2007 een rechtsgrond op voor artikel 5 van het ontwerp.

[2] Deze werkwijze wijkt af van de regeling ingevoerd bij het ontworpen besluit.

[3] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 27, c).

[4] *Ibid.*, formule F 3-2-2.

‡LW-BJEQKCGCJ-FJAHHQW‡

DISPOSITIEF

Artikel 1

Onder 2° (en niet "2.") moeten de woorden "de vreemdeling zoals gedefinieerd in artikel 2 van voornoemde wet" worden vervangen door de woorden "de persoon bedoeld in artikel 2, 1°, van de wet".

Artikel 5

Als het de bedoeling van de steller van het ontwerp is uitvoering te geven aan artikel 11, § 4, van de wet van 12 januari 2007, gelezen in samenhang met artikel 11, § 3, tweede lid, 2°, van dezelfde wet, dan moet in het ontwerp een afzonderlijke bepaling worden ingevoegd die van toepassing zal zijn wanneer zich "uitzonderlijke omstandigheden, verbonden aan de beschikbare opvangplaatsen in de opvangstructuren" voordoen.

Voor het overige wordt verwezen naar algemene opmerking 3.4.

Er moet immers worden voorzien in twee regelingen: één om uitvoering te geven aan artikel 57/*ter*/1 van de organieke wet van 8 juli 1976 en één om artikel 11, § 4, van de wet van 12 januari 2007 ten uitvoer te leggen.

Artikel 6

Aangezien dit artikel zich ertoe beperkt aan te halen wat al rechtstreeks kan worden opgemaakt uit de wet van 12 januari 2007, moet het worden weggelaten.

Het ontworpen eerste lid geeft trouwens de indruk dat het afwijkt van artikel 11, § 3, vierde lid, van de wet van 12 januari 2007, wat hoe dan ook niet kan worden aanvaard.

Artikel 9

Wat het tweede lid betreft, lijkt de termijn waarover het OCMW beschikt om zijn argumenten te formuleren, kort.

Als de steller van het ontwerp werkelijk inhoud wil geven aan het tegensprekelijke karakter van de procesvoering, zou die termijn moeten worden verlengd.

Artikel 11

1. Het is niet nodig in het eerste lid eraan te herinneren dat de beslissing "gemotiveerd" moet worden. Dat vereiste vloeit reeds voort uit de wet van 29 juli 1991 'betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen'.

‡LW-BJEQKCGCJ-FJAHHQW‡

2. Het tweede lid bevat twee regels.

Volgens de eerste regel kan het OCMW tegen de beslissing van het Agentschap om het een financiële sanctie op te leggen, bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring instellen binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van de beslissing, op straffe van verval.

Deze bepaling is problematisch, want indien blijkt dat de betreffende beslissing deel uitmaakt van de beslissingen bedoeld in artikel 14, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, dan beperkt de in de bepaling vervatte regel zich ertoe de beginselen over te nemen die reeds voortvloeien uit deze wetten en uit de uitvoeringsbesluiten ervan, en is ze overbodig. Indien daarentegen de betreffende beslissing niet valt onder artikel 14 van de gecoördineerde wetten, dan mag de Koning de bevoegdheden van de Raad van State niet uitbreiden aangezien artikel 160 van de Grondwet deze aangelegenheid uitsluitend in handen van de wetgever legt. In beide gevallen moet de regel bijgevolg worden weggelaten.

De tweede regel die in het tweede lid vervat ligt, bepaalt dat het beroep bij de Raad van State de uitvoering van de bestreden beslissing schorst.

Die regel moet eveneens vervallen[5] want de Koning mag niet afwijken van het algemene rechtsbeginsel dat elke bestuurshandeling rechtstreeks uitvoerbaar is, niettegenstaande enig beroep.

[5] Bovendien is het schorsende karakter van het beroep niet vereist bij artikel 6 van het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens (zie inzonderheid advies 53.763/2/V, gegeven op 9 september 2013 over een ontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 28 november 2013 'betreffende de energieprestatie van gebouwen' (*Parl.St.* W.Parl., 2013-14, nr. 887/1, 47 en de geciteerde referenties).

‡LW-BJEQKCGCJ-FJAHHQW‡

Deze opmerking geldt, wat het derde lid betreft, eveneens voor de woorden "en bij afwezigheid van het in het vorige lid bedoelde beroep, of bij verwerping van dit beroep" die dus ook moeten vervallen.

SLOTOPMERKING

In het hele ontwerp moeten de woorden "van dit besluit" of "van huidig besluit" worden weggelaten.[6]

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT Pierre LIÉNARDY

[6] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten,* www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", 72, a).

‡LW-BJEQKGGJ-FJAHHQW‡